

Rapport financier trimestriel

Période terminée
30 juin 2026

1^{er} trimestre de
l'exercice 2026-2027



TABLE DES MATIÈRES

1.	TÉLÉFILM.....	2
	NOTRE VISION.....	2
	NOTRE TRAVAIL.....	2
	NOTRE RÔLE.....	2
2.	CHANGEMENTS IMPORTANTS.....	3
	PROGRAMMES.....	3
	ACTIVITÉS.....	3
	PERSONNEL.....	3
3.	ANALYSE DES RÉSULTATS.....	4
4.	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	5
5.	ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	6
6.	RAPPORT SUR L'UTILISATION DES CRÉDITS.....	7
7.	ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 JUIN 2026.....	8
	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION.....	8
	ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET.....	9
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	10
	ÉTAT DE L'ACTIF FINANCIER NET.....	11
	ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	12
	NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS.....	13
	ANNEXE A - AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	15



1. TÉLÉFILM

Téléfilm Canada est une société d'État dont la mission est d'investir dans l'industrie audiovisuelle canadienne et autochtone pour la faire rayonner sur tous les écrans.

En tant que principal investisseur dans le cinéma canadien, Téléfilm contribue au pouvoir économique et à l'impact culturel du secteur audiovisuel en collaboration avec les joueurs de l'industrie. Notre objectif est de faire rayonner notre identité nationale auprès de la population canadienne et du monde entier grâce à des œuvres audiovisuelles qui reflètent les voix et les communautés diversifiées de notre pays.

Notre vision

Une industrie audiovisuelle moteur de prospérité et d'impact durable grâce à un cinéma canadien et autochtone qui incarne ses aspirations et reflète les diversités culturelle, linguistique et régionale, pour les publics d'ici et d'ailleurs.

Notre travail

Téléfilm joue un rôle de premier plan au sein de l'industrie audiovisuelle canadienne en soutenant le cycle de vie complet d'un film grâce à des investissements et des initiatives ciblés. En 2024, dans le cadre de son plan stratégique triennal et à la suite de consultations auprès de l'industrie, Téléfilm a revu ses programmes afin de renforcer la cohésion de ses interventions et d'adopter une approche davantage axée sur les publics. Le continuum actualisé qui en découle harmonise nos programmes et reflète une gestion plus intégrée de nos investissements pour maximiser leur impact à travers l'ensemble de l'écosystème audiovisuel.

Notre rôle

Téléfilm joue un rôle de premier plan en favorisant la prospérité de l'industrie audiovisuelle.

Notre rôle comporte quatre volets :

- Investir dans les longs métrages canadiens et autochtones;
- Promouvoir et soutenir le contenu canadien au Canada et à l'international et assurer le mandat international du Canada en audiovisuel;
- Évaluer et recommander au ministère du Patrimoine canadien les projets qui peuvent être reconnus comme des coproductions audiovisuelles régies par des traités, réalisées avec des partenaires internationaux;
- Administrer les programmes de financement du Fonds des médias du Canada.

Notre siège social est à Montréal et nous desservons nos partenaires de quatre emplacements : Vancouver, Toronto, Montréal et Halifax.



2. CHANGEMENTS IMPORTANTS

Programmes

Le Programme de promotion a été remplacé par deux nouveaux programmes : le Programme d'initiatives de développement de carrière et le Programme d'initiatives de promotion de l'industrie. Des modifications ont également été apportées aux principes directeurs des programmes de développement et de mise en marché. Veuillez consulter notre site Web pour plus d'informations sur ces changements.

Activités

Téléfilm a poursuivi l'avancement de ses priorités organisationnelles avec le lancement du Plan EDIA 2026-2031 et la présentation d'un nouveau cadre d'orientation stratégique.

Téléfilm a poursuivi ses activités de promotion du contenu canadien par l'entremise de la campagne NOUS | MADE, dont l'initiative Histoires d'être NOUS a été reconnue aux Rockie Awards.

Téléfilm a également assuré la présence de l'industrie à l'international; au Festival et au Marché du Film de Cannes et au Festival et au Marché international du film d'animation d'Annecy.

Consultez la section Salle de presse de notre site Web pour plus d'informations sur les activités de Téléfilm au cours du trimestre.

Personnel

Il n'y a eu aucun changement important relatif au personnel au cours du trimestre.



3. ANALYSE DES RÉSULTATS

Tableau – Sommaire des résultats

	Budget	2026-	2025-	Écart	Écart
<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Période	2027	2026	Budget	Exercice
				(\$)	précédent
					(\$)
Dépenses de soutien	11 514	11 530	3 347	(16)	8 183
Frais de fonctionnement et d'administration	10 566	10 012	9 592	554	420
Revenus	3 201	3 369	3 438	168	(69)
Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental	18 879	18 173	9 501	706	8 672
Crédit parlementaire	19 246	18 211	12 400	(1 035)	5 811
Excédent de l'exercice	367	38	2 899	(329)	(2 861)

Explication

Les résultats du premier trimestre sont globalement conformes aux attentes.

Au 30 juin 2026, le coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental s'élève à 18,2 M\$, un résultat favorable de 0,7 M\$ par rapport au budget de 18,9 M\$.

Les dépenses de soutien totalisent 11,5 M\$ en ligne avec le budget. Ces dépenses augmentent de 8,2 M\$ comparativement à la même période de l'exercice précédent. Cette variation s'explique principalement par une hausse des programmes d'aide à la production attribuable à certains films d'envergure, ainsi que par une diminution des dépenses dans l'exercice comparatif découlant d'amendements contractuels.

Pour ce qui est du crédit parlementaire utilisé, l'augmentation comparativement à l'exercice précédent découle principalement d'une hausse des paiements sur les obligations relatives aux programmes d'aide financière, notamment pour les Programmes d'aide à la production. L'excédent de la période s'établit à 0,04 M\$. La situation financière de la Société est saine avec un actif net de 47,5 M\$ présenté à la section 4. Analyse de la situation financière.



4. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Tableau – Sommaire de la situation financière

	30 juin 2026	31 mars 2026	Écart \$
<i>En milliers de dollars canadiens</i>			
Actifs financiers	97 292	97 523	(231)
Actifs non financiers	9 958	12 710	(2 752)
Total de l'actif	107 250	110 233	(2 983)
Passifs financiers	54 591	58 073	(3 482)
Passif non financier	5 159	4 698	461
Total du passif	59 750	62 771	(3 021)
ACTIF NET	47 500	47 462	38

Explication

Au 30 juin 2026, l'actif net de la Société s'établit à 47,5 M\$, en hausse de 0,04 M\$ par rapport au 31 mars 2026. Cette augmentation reflète l'excédent généré au cours du premier trimestre.

Les actifs financiers totalisent 97,3 M\$ et demeurent globalement stables par rapport à la fin de l'exercice précédent. Il représente 91 % du total de l'actif. Les actifs non financiers diminuent de 2,8 M\$ pour s'établir à 10,0 M\$ principalement en raison de la constatation aux résultats des charges payées d'avance.

Les passifs totalisent 59,8 M\$, constitués majoritairement de passifs financiers pour 54,6 M\$ qui sont en baisse de 3,5 M\$ depuis le 31 mars 2026. Cette diminution découle principalement de paiements effectués sur les obligations relatives aux programmes d'aide financière.

Dans l'ensemble la situation financière est solide, l'actif financier net s'établit à 42,7 M\$ témoignant de la viabilité financière de la Société.



5. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

Tableau – Sommaire des flux de trésorerie

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin 2026
Montant à recevoir du Trésor et trésorerie au début de l'exercice	93 031
Montant à recevoir du Trésor et trésorerie nets provenant des activités de fonctionnement et d'investissement en immobilisations	2 595
Montant à recevoir du Trésor et trésorerie à la fin de la période	95 626

Explication

Au 30 juin 2026 le Montant à recevoir du Trésor et la trésorerie s'élèvent à 95,6 M\$ en augmentation de 2,6 M\$ depuis le 31 mars. Cette variation est attribuable aux flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement, principalement générés par l'encaissement de débiteurs, nets des paiements relatifs aux créditeurs.

Le montant à recevoir du Trésor demeure la principale source de liquidités de la Société et s'établit à 95,2 M\$ au 30 juin 2026.



6. RAPPORT SUR L'UTILISATION DES CRÉDITS

Tableau – Crédit parlementaire utilisé

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin 2026	30 juin 2025
Crédit parlementaire utilisé	18 211	12 400

Tableau – Crédit parlementaire autorisé et rapprochement

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin 2026	30 juin 2025
Crédit parlementaire autorisé		
Budget principal des dépenses	111 632	162 956
Budget supplémentaire des dépenses	50 000	-
Total crédit parlementaire autorisé au 30 juin	161 632	162 956
Crédit parlementaire utilisé au 30 juin	18 211	12 400
Crédit parlementaire prévu pour les trimestres subséquents	143 421	150 556



7. ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 JUIN 2026

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers trimestriels conformément à la *Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction est également responsable de veiller à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et de l'évolution de l'actif net, de l'actif financier net et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Julie Roy".

Julie Roy
Directrice générale et cheffe de la direction

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Patrick Bédard".

Patrick Bédard, CPA, MBA
Vice-président, Finances et approvisionnement

Montréal, Canada
Le 28 août 2026



État des résultats et de l'évolution de l'actif net

Pour la période de trois mois terminée

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	<i>Annexe</i>	30 juin Budget	30 juin 2026	30 juin 2025
Dépenses de soutien				
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne				
Programmes d'aide à la production		6 900	7 124	(1 944)
Coproductions – Administration des recommandations		103	103	105
Programme de développement		-	(38)	(45)
		7 003	7 189	(1 884)
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger				
Programmes nationaux axés auditoires – Mise en marché • Diffusion • Festivals • Initiatives		2 550	2 600	3 629
International – Programmes de promotion • Pavillons et activités du Canada		1 810	1 668	1 460
Promotion nationale du secteur audiovisuel • Intelligence sectorielle		151	73	142
		4 511	4 341	5 231
		11 514	11 530	3 347
Frais de fonctionnement et d'administration	A	10 566	10 012	9 592
Coût de l'exploitation		22 080	21 542	12 939
Revenus				
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada		2 591	2 663	2 648
Revenus d'investissements et récupérations		500	518	574
Autres revenus		110	188	216
		3 201	3 369	3 438
Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental		18 879	18 173	9 501
Financement gouvernemental				
Crédit parlementaire		19 246	18 211	12 400
Excédent de l'exercice		367	38	2 899
Excédents cumulés au début		47 462	47 462	45 576
Excédents cumulés à la fin		47 829	47 500	48 475
Total de l'actif net			47 500	48 475

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.



État de la situation financière

	30 juin 2026	31 mars 2026
<i>En milliers de dollars canadiens</i>		
ACTIF		
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	95 215	92 735
Débiteurs	1 555	4 453
Trésorerie – Fonds des talents	411	253
Montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	111	39
Trésorerie – Fonds Harold Greenberg	-	43
	97 292	97 523
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	8 498	8 856
Charges payées d'avance	959	3 348
Autres actifs reportés	501	506
	9 958	12 710
Total de l'actif	107 250	110 233
PASSIF		
Passifs financiers		
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	50 528	52 939
Créditeurs et charges à payer	2 961	3 981
Passif au titre des avantages sociaux futurs	849	900
Revenus reportés – Fonds des talents	253	253
	54 591	58 073
Passif non financier		
Incitatifs à la location reportés	5 159	4 698
	5 159	4 698
Total du passif	59 750	62 771
ACTIF NET	47 500	47 462
Composante de l'actif net :		
Excédents cumulés	47 500	47 462
Total de l'actif net	47 500	47 462

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.

**État de l'actif financier net**

	30 juin 2026	31 mars 2026
<i>En milliers de dollars canadiens</i>		
Actifs financiers	97 292	97 523
Moins : Passifs financiers	54 591	58 073
Actif financier net	42 701	39 450

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.



État des flux de trésorerie

Pour la période de trois mois terminée

	30 juin 2026	30 juin 2025
<i>En milliers de dollars canadiens</i>		
Montant à recevoir du Trésor et trésorerie au début de l'exercice	93 031	86 570
Activités de fonctionnement		
Excédent	38	2 899
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Diminution du passif au titre des avantages sociaux futurs	(51)	(13)
Amortissement des immobilisations corporelles	391	294
	378	3 180
Variations des éléments d'actifs et de passifs :		
Diminution des débiteurs	2 898	2 592
Diminution (augmentation) du montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	(72)	794
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(1 020)	404
Diminution des obligations relatives aux programmes d'aide financière	(2 411)	(5 551)
Augmentation des incitatifs à la location reportés	461	-
Diminution des autres actifs reportés	5	-
Diminution des charges payées d'avance	2 389	2 439
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	2 628	3 858
Activités d'investissement en immobilisations		
Sorties de fonds relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles	(33)	-
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement en immobilisations	(33)	-
Montant à recevoir du Trésor et trésorerie nets provenant des activités de fonctionnement et d'investissement en immobilisations	2 595	3 858
Montant à recevoir du Trésor et trésorerie à la fin de la période	95 626	90 428
Montant à recevoir du Trésor	95 215	90 229
Trésorerie – Fonds des talents	411	113
Trésorerie – Fonds Harold Greenberg	-	86
	95 626	90 428

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.



Notes complémentaires aux états financiers trimestriels

1. Base de préparation des états financiers

Les présents états financiers trimestriels non vérifiés ont été préparés par la direction de la Société selon la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* établie par le Secrétariat du Conseil du Trésor et selon les *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP). Ils doivent être lus en conjonction avec les derniers états financiers annuels audités du 31 mars 2025. Les principales méthodes comptables adoptées dans ces états financiers trimestriels sont les mêmes que celles utilisées dans les états financiers annuels du 31 mars 2025.

2. Adoption de nouvelles normes comptables

Adoption du chapitre SP 1202, Présentation des états financiers

À compter du 1er avril 2026, la Société a adopté le chapitre SP 1202, *Présentation des états financiers*, publié par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. Cette nouvelle norme remplace le chapitre SP 1201 et met en place un cadre révisé pour la présentation des états financiers du secteur public.

Ce changement a été appliqué de manière rétroactive, et les montants des périodes précédentes ont été retraités pour qu'ils soient conformes au nouveau modèle de présentation. Il n'y a eu aucune incidence sur la comptabilisation ou l'évaluation des actifs, des passifs, des revenus ou des dépenses à la suite de cette adoption. Le chapitre SP 1202 a plutôt modifié la présentation et la structure des états financiers, notamment :

- des changements à l'état des résultats et de l'évolution de l'actif net, qui comprennent :
 - le regroupement des dépenses de soutien selon des thématiques :
 - le regroupement des programmes d'aide à la production,
 - le regroupement des programmes qui sont axés vers les auditoires au Canada,
 - pour les activités promotionnelles, il y a eu le regroupement des programmes et activités axés vers l'international sous International – Programmes de promotion • Pavillons et activités du Canada et pour la portion nationale, les activités sont présentées de façon distincte sous Promotion nationale du secteur audiovisuel • Intelligence sectorielle,
 - le regroupement sous la ligne Autres revenus comprend les montants pour les contributions aux activités de soutien promotionnel, les autres revenus, les intérêts et les revenus du Fonds des talents,
- des changements à l'état de la situation financière, qui comprennent :
 - le déplacement de l'indicateur de « l'actif financier net », dans son propre état. Le calcul a également été révisé pour être égal aux actifs financiers diminués des passifs financiers plutôt que diminués de l'ensemble des passifs. Pour la Société, le résultat du calcul a donc changé,
 - la mise en place de deux catégories de passifs : financiers et non financiers. La Société a classé ses incitatifs à la location reportés en tant que passif non financier,
 - la mise à jour de la définition des actifs non financiers. Aucun changement à la classification des actifs n'a été apporté par la Société, et
 - le changement de format pour présenter l'actif, suivi du passif, puis de l'actif net, avec des sous-totaux distincts pour les actifs et les passifs financiers et non financiers,
- la suppression de l'état de la variation des actifs financiers nets;
- l'ajout d'un état de l'actif financier net, qui inclut l'indicateur de l'actif financier net, mettant en lumière l'aspect de l'abordabilité de la situation financière. Cet indicateur était auparavant présenté dans l'état de la situation financière. Les entités peuvent choisir de présenter les changements de l'actif financier net dans ce nouvel état. La Société n'a pas fait ce choix;



Notes complémentaires aux états financiers trimestriels (Suite)

2. Adoption de nouvelles normes comptables (Suite)

- les changements à l'état des flux de trésorerie, qui a été restructuré pour présenter le solde initial de trésorerie et les équivalents de trésorerie dans la partie supérieure de l'état; et
- les nouvelles informations à fournir, notamment ce qui suit :
 - l'ajout d'une comparaison des dépenses en immobilisations réelles avec celles prévues au budget, et
 - l'ajout d'une note sur les risques et les incertitudes.

Adoption du Cadre conceptuel de l'information financière dans le secteur public

Parallèlement à l'adoption du chapitre SP 1202, la Société a adopté le nouveau Cadre conceptuel de l'information financière dans le secteur public. Ce cadre fournit les bases pour l'élaboration des méthodes comptables, la préparation des états financiers et l'application du jugement professionnel. Les principaux éléments du Cadre conceptuel sont les suivants :

- les caractéristiques des entités du secteur public;
- l'objectif de l'information financière et le rôle des états financiers;
- les fondements et les objectifs des états financiers et l'information présentée dans ces derniers;
- les éléments des états financiers;
- les concepts de la comptabilisation, de l'évaluation et de la présentation aux fins des états financiers.

Le Cadre conceptuel ne remplace pas des normes précises, mais peut aider à comptabiliser des éléments non couverts par les normes en vigueur et à élaborer des normes futures. Après avoir adopté le Cadre conceptuel, la Société n'a relevé aucune méthode comptable mise au point par l'entité qui ne soit pas déjà conforme au nouveau Cadre conceptuel.

3. Risques et incertitudes

En plus des risques financiers énumérés dans les états financiers annuels audités du 31 mars 2025, Téléfilm est exposée à certains risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur sa situation financière ou sur l'évolution de sa situation financière. La direction surveille ces risques de façon continue et met en œuvre des mesures visant à en atténuer les incidences.

Les risques liés à la gestion de crise et à la continuité des affaires, à la fraude ainsi qu'à la cybersécurité et à la sécurité de l'information peuvent avoir une incidence défavorable sur la situation financière de la Société ou sur l'évolution de sa situation financière.

Ces risques se caractérisent par une vélocité variant d'élévée à très élevée et pourraient notamment entraîner des interruptions d'activités, des pertes financières, des coûts de reprise ou de remédiation, des obligations de divulgation et situations de non-conformité.

Pour atténuer ces risques la Société maintient entre autres des plans de gestion de crise et de continuité des affaires, des contrôles internes, ainsi qu'un cadre de cybersécurité comprenant des mesures de protection, de surveillance, de sauvegarde et de sensibilisation du personnel.



Notes complémentaires aux états financiers trimestriels (Suite)

4. Comparaison entre le budget prévu et les dépenses d'immobilisations de l'exercice

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin Budget	30 juin 2026	30 juin 2025
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	33	-
	-	33	-

Annexe A - Autres renseignements

A - Frais de fonctionnement et d'administration

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin Budget	30 juin 2026	30 juin 2025
Salaires et avantages sociaux	7 114	6 873	6 595
Logiciels, télécommunications et services infonuagiques	1 298	1 263	1 153
Loyers et autres frais de location	651	710	578
Amortissement d'immobilisations corporelles	379	391	294
Abonnement aux données et à l'information • publications	351	384	382
Services professionnels • développement du personnel	599	295	344
Frais de voyage	142	73	52
Frais de bureau	32	23	194
	10 566	10 012	9 592